

Sous le Haut-Patronage de l'Assemblée Nationale  
et sous le patronage de la Représentation  
en France de la Commission Européenne.



# L'Europe fait son printemps...

## L'Europe, un problème ou une solution ?

# LE PRINTEMPS DE L'ÉCONOMIE

### Programme

Organisé par



du 7 au 12 avril 2014

[www.leseconomiques.fr](http://www.leseconomiques.fr)

Avec le soutien de



L'abstention est toujours un triste signe. Son niveau aux dernières municipales (38,5%) vient de nous le rappeler. Cependant, un tel taux serait une excellente nouvelle aux prochaines élections européennes ! En 2009, 59,4 % des inscrits s'étaient abstenus en France, bien au-dessus de la moyenne de l'UE. Seuls 40,6 % avaient alors pris part au vote contre 61 % en 1979 : une vertigineuse et régulière chute de la participation de scrutin en scrutin.

Ce désamour des citoyens pour la chose européenne a été maintes fois expliqué. Se détourneraient-ils des affaires publiques, comme en parlait si bien Tocqueville ? Puisque la défiance envers l'Etat n'est pas nouvelle à l'échelon national, pourquoi en serait-il autrement au niveau supranational ? Certains rétorquent que l'abstention est d'autant plus forte que le pouvoir est loin. Loin ou faible ? Que peut une Europe disposant d'un budget représentant à peine plus d'un point de son PIB ? Sans pouvoir budgétaire, elle aurait une arme forte : sa monnaie, qui a résisté à la crise et que l'on dit sauvée. Forte ? Trop haut l'euro dans une Union sans politique commerciale, sans politique de change, sans stratégie industrielle, comme une Europe qui tend l'autre joue ? Sans réelle gouvernance, ne disposant pas de tous les leviers nécessaires à une politique économique conjoncturelle, ni des moyens d'une politique structurelle, comment l'Union pourrait-elle être efficace et apporter des résultats palpables, proches des gens au quotidien ? C'est parce qu'elle est encore trop faible que l'Europe apparaît lointaine. Une Europe trop économique, car uniquement économique, sans dessein social et politique. Trop technique aussi. A l'heure de défis mondiaux colossaux - l'adaptation à la mondialisation, l'urgence de la transition énergétique - l'Union avance au rythme de l'escargot au terme de « marathons » qui souvent accouchent de mesures techniques, sans doute nécessaires, souvent indispensables, mais inintelligibles pour le grand public. L'Europe : un machin ? Et comment parler d'Union quand s'affrontent toujours la conception libérale des uns et celle d'une Europe plus solidaire des autres ? Le dossier grec en est peut-être l'amère illustration.

Rien d'étonnant donc à ce que certains voient en l'Europe un problème, quand des pouvoirs nationaux en font un bouc émissaire. L'Europe n'apparaît bien souvent une solution que pour une minorité appartenant aux couches intermédiaires et supérieures. Une solution pour rester une puissance face aux nouveaux géants mondiaux, dont rien ne prouve d'ailleurs leur pouvoir de nuisance à long terme. Rester une puissance ? Oui, car nous en sommes une ! Même bancal, l'Europe est la première puissance économique mondiale. Pour le rester, il faudrait cesser d'être en équilibre instable sur une jambe. Un premier pas a été franchi, il faut faire le second. Pour ce faire, il faudrait un projet clair, ambitieux. Sans cela, comment faire rêver un peuple en plein désamour européen ? Comment réduire la fracture entre les eurosceptiques, que l'on taxe parfois sans distinction et de manière condescendante de populistes, et les partisans de l'Europe, mais n'osant souvent plus le dire ? Déjà en commençant par cesser de toujours chercher des causes extérieures à nos maux nationaux, en dépassant ce pessimisme inhérent à la culture française qui nous paralyse. Parlons, débattons, notamment avec les jeunes qui feront l'Europe de demain ! Et décidons pour, peut-être, parachever l'Europe économique et enfin construire l'Europe sociale et politique.

**Pierre-Pascal Boulanger**

Président-Fondateur des Économiques et du Printemps de l'économie

### Lundi 7 avril, à l'Hôtel Potocki – CCI Paris Île-de-France

- 15h : L'Europe au placard ? L'Europe au rencard ?
- 17h : A quelles conditions l'Europe redeviendra-t-elle une zone de croissance ?
- 19h : Innovation, politiques industrielle et de concurrence de l'UE.

### Mardi 8 avril, à la Mairie du 3ème arrondissement de Paris

- 14h : La croissance potentielle de l'UE.
- 15h : Atelier pédagogique pour les professeurs de SES et d'Économie-Gestion.
- 17h : La transition énergétique : un enjeu européen.
- 18h30 : Faut-il en finir avec l'austérité en Europe ?
- 19h L'Europe est-elle sortie de la crise ?

### Mercredi 9 avril, à l'Amphithéâtre du Cnam

- 14h : L'union bancaire européenne : un remède anti-crise ?
- 17h : Quelle politique commerciale pour l'UE ?
- 19h : Les passions françaises jouent-elles contre l'Europe ?

### Jeudi 10 avril, au Gymnase du Lycée Turgot

- 15h : Quelle Europe de la production ?
- 17h : L'Allemagne, un modèle pour l'Europe ?
- 19 h : Quel cadre institutionnel pour l'euro ?

### Vendredi 11 avril au Ministères économiques et financiers

- 14h : Quel modèle social pour l'Europe ?
- 17h : Quel modèle économique pour l'Europe de demain ?
- 19h : Discours de clôture du Printemps de l'économie.

### Samedi 12 avril, à écouter sur France Culture

- 11h : L'Économie en questions, spéciale Printemps de l'économie.

Hotel à l'Hôtel Potocki – CCI Paris Île-de-France

## L'Europe au placard ? L'Europe au rencard ?

15H : Ouverture du Printemps de l'économie

• **Discours de bienvenue de Didier Kling**

Vice-Président Trésorier de la CCI Paris Île-de-France

• **Discours d'ouverture du Printemps de l'économie de Claude Bartolone**

Président de l'Assemblée Nationale

• **Présentation du Printemps de l'économie par Pierre-Pascal Boulanger**

Président-fondateur des Économiques

• **Projection d'un « Dessine-moi l'éco » spécial Printemps de l'économie.**



Chefs d'entreprise, décideurs, apprentis, étudiants ou encore salariés : la CCI Paris Ile-de-France est engagée aux côtés de tous ceux qui font avancer l'économie régionale. Partout en Ile-de-France, elle agit concrètement et innove au quotidien pour faire entendre la voix des entreprises, favoriser leur croissance, former les hommes et les femmes aux défis de demain, faire grandir les projets d'entreprise et promouvoir la région capitale pour accroître son rayonnement.

Hotel à l'Hôtel Potocki – CCI Paris Île-de-France

Table-ronde inaugurale organisée par Les Économiques, avec le soutien du Groupe Caisse des Dépôts, en partenariat avec la CCI Paris Ile-de-France, Natixis, l'OFCE, Lycée Turgot et France Culture.

**Avec :** **Patrick Artus** (Directeur de la recherche et des études de Natixis, professeur à l'université de Paris I, membre du Conseil d'Analyse Économique), **Didier Kling** (Vice-Président Trésorier de la CCI Paris Île-de-France), **Olivier Pastré** (Professeur d'économie à Paris VIII), **Jean Pisani-Ferry** (Commissaire Général à la Stratégie et à la Prospective), **Odile Renaud-Basso** (Directrice générale adjointe du Groupe Caisse des Dépôts), **Xavier Timbeau** (Directeur du Département analyse et prévision de l'OFCE).

**Modération :** **Dominique Rousset** (France Culture - L'économie en questions)

**Présentation des invité·e·s :** **Julia D'Avout**, étudiante en CPGE ENS Cachan au lycée Turgot.

L'Union Européenne est le résultat d'un long processus de construction commune, dont nous avons longtemps été fiers. L'intégration progressive de nos économies et le rêve d'une Europe sociale et politique ont suscité un temps l'engouement. Mais une trop longue période d'atonie de la croissance, un élargissement de l'Union sans modification significative des règles décisionnelles, mené tambour battant suite à la chute du mur de Berlin, sans choisir vraiment le type d'Europe que nous voulions, une entrée dans le désordre des pays membres dans la mondialisation, ont commencé à créer le doute. Prenant conscience de la puissance économique de l'Union Européenne, un pas supplémentaire a pourtant été franchi avec la création de l'euro. Après un moment de fierté suite au succès de ses premiers pas, c'est la crise de 2007 qui a mis en évidence ce paradoxe : d'un côté l'euro semblait nous en protéger, de l'autre elle mettait jour après jour en évidence ses défauts de

conception. Quand la crise financière est devenue crise des dettes souveraines, et que l'Europe en est devenue l'épicentre, il a fallu agir. Comment ? Suffisamment tôt ? Trop lentement ? Au nom de qui ? Au nom de quoi ?

Le désamour des citoyens, au grand dam des partisans de l'Europe, s'est alors profondément installé, alors que l'euro semblait sauvé. Les récents progrès européens, dont l'Union bancaire dernièrement, seront-ils à même de stabiliser enfin le navire ?

A quelques mois des élections européennes, il ne sera pas vain de faire le point sur les forces et les faiblesses de l'Union, de voir s'il est possible de surmonter les difficultés et comment, d'envisager ou non un projet qui, à défaut de faire rêver, serait au moins mobilisateur. Bref. L'Europe au placard ? L'Europe au rencard ?

Hotel à l'Hôtel Potocki – CCI Paris Île-de-France

## A quelles conditions l'Europe redeviendra-t-elle une zone de croissance ?

17H15 : Table-ronde organisée par le Cnam et Les Économiques

**Avec** : **Agnès Benassy-Quéré** (Présidente déléguée du Conseil d'Analyse Économique, Professeur à l'université Paris 1), **Christian Saint-Etienne** (Professeur au Cnam), **Dominique Plihon** (Professeur à l'université de Paris XIII, membre du Conseil scientifique d'ATTAC).

**Modération** : **Thierry Fabre** (Challenges).

**Présentation des invité·e·s** : **Aurélien Witecki**, élève en 1ère ES au lycée Turgot.

Aux Etats-Unis, la croissance cumulée, depuis 2000, a atteint près de 30%, soit presque deux fois plus qu'en zone euro. Car après la crise de 2009, la croissance est repartie à vive allure outre atlantique, à un rythme de 3%. Rien de tel en zone euro, qui sort de deux années de récession et devrait croître d'à peine 1% en 2014. Comment expliquer un tel écart ? Beaucoup d'observateurs soulignent l'échec de la gouvernance de l'euro,

avec une autorité monétaire, la BCE, mais dix-huit autorités budgétaires, les Etats, souvent en désaccord et qui rechignent à venir en aide aux pays en difficulté. Faut-il aller vers plus de fédéralisme, avec un gouvernement et un budget de la zone ? La sortie de l'euro peut-elle doper l'activité comme le prétendent les détracteurs de la monnaie unique ? Un débat sur les réformes à lancer à l'échelon européen pour doper l'innovation et la croissance.

### Informations pratiques

**Horaires** : de 15h à 20h30

**Lieu** : Hôtel Potocki – CCI Paris Île-de-France, 27 Avenue De Friedland, Paris 75008

**Accès** : métro ligne 1 - George V

**Entrée libre - inscription conseillée sur [www.leseconomiques.fr](http://www.leseconomiques.fr)**

Hotel à l'Hôtel Potocki – CCI Paris Île-de-France

## Innovation, politiques industrielle et de concurrence de l'UE

19H : Table-ronde organisée par PSE - École d'Économie de Paris et le Centre d'Économie de la Sorbonne.

**Avec** : **Xavier Ragot** (chercheur au CNRS et à l'École d'Économie de Paris), **David Spector** (Chargé de recherche CNRS et membre associé de Paris School of Economics), **Jean-Philippe Tropéano** (professeur d'économie à l'université Paris I, membre associé à l'École d'Économie de Paris et membre du Centre d'Économie de la Sorbonne).

**Modération** : **Philippe Escande** (Le Monde Éco & Entreprises).

**Présentation des invités** : **Kenza Aouad**, étudiante en classe préparatoire ECT au lycée Turgot.

L'innovation est au cœur des débats actuels. Beaucoup s'accordent sur le fait que, quelque soient les décisions prises afin d'améliorer la compétitivité-prix de certaines économies de l'Union, les effets de ces politiques seront limités : combler l'écart de coût du travail avec les pays dits émergents serait complètement vain à court terme, et attendre une convergence sur le long terme serait suicidaire. Miser sur la compétitivité structurelle rend donc l'innovation prioritaire, tant au niveau de l'entreprise que dans le cadre de la stratégie d'un « État stratège ». Mais comment la stimuler quand l'investissement des entreprises est en berne et l'investissement public contraint par l'impérialité, très discutée, de la baisse des déficits publics ?

De même, la politique industrielle est une notion qui a resurgi dans les débats publics nationaux, mais elle semble absente des impératifs européens, tant la politique de concurrence de l'Union Européenne a longtemps pris « toute la place ». Politique de concurrence contre politique industrielle ? On commence néanmoins depuis peu à l'évoquer à Bruxelles, mais comment aller plus loin étant donné la complexité des processus décisionnels communautaires, la divergence des divers États membres quant à leurs conceptions de l'Europe, et donc sur la nécessité d'une politique industrielle ? Et quand bien même... que peut une Europe dont le budget n'est que de... 1% de son PIB ?

Mairie du 3<sup>ème</sup> arrondissement de Paris

## La croissance potentielle de l'UE

14H : Conférence organisée par l'Insee et Les Économiques

**Avec :** **José Bardaji**, chef de la division des études macroéconomiques de l'Insee et **Laurent Clavel**, chef de la division Synthèse conjoncturelle de l'Insee.

**Présentation des invités :** **Marjorie Dumas**, élève en terminale ES au lycée Turgot.

La croissance potentielle est le taux de croissance de la production potentielle, qui correspond au niveau maximal estimé de production durablement soutenable, sans tensions dans l'économie, et plus précisément sans accélération des prix. Elle peut être déterminée de plusieurs façons, notamment à partir du potentiel des facteurs de production (travail et capital) et de la productivité globale de ses facteurs (PGF) qui reflète, à travail et capital donnés, les gains liés au progrès technique, à l'organisation du travail... L'écart (appelé output gap) entre le niveau effectif de production et le niveau potentiel fournit une indication de la position de l'économie dans le cycle, ce qui facilite la conduite de la politique économique. Croissance potentielle et output gap peuvent être déterminés par différentes techniques économétriques qui présentent pour autant toutes des limites et des incertitudes, liées pour partie aux variables utilisées (par exemple parce que leur estimation est difficile et nécessite des choix méthodologiques,

ou parce que leur champ ne recouvre parfois pas toute l'économie) mais aussi à l'instabilité des estimations de filtrage ou de lissage. C'est encore probablement davantage le cas aujourd'hui après la Grande Récession de 2008-2009, crise d'une intensité inégalée depuis 70 ans et suivie d'une période de croissance atone au cours des deux dernières années.

A la suite de la présentation des fondements théoriques et des résultats empiriques concernant la croissance potentielle et de l'output gap en France et en zone euro, l'atelier pédagogique aura pour vocation de détailler les techniques économétriques mises en œuvre, les choix dans les différentes modélisations et la robustesse des estimations. Par ailleurs, l'atelier devrait permettre un échange nourri sur la (faible) vitesse de résorption de l'output gap sur la période récente en comparaison historique et ses raisons conjoncturelles ou plus structurelles.

15H : Atelier pédagogique pour les professeurs animé par José Bardaji et Laurent Clavel.

Mairie du 3ème arrondissement de Paris

## La transition énergétique : un enjeu européen

17H : Table-ronde organisée par les Économiques

**Avec :** **Vincent Champlain** (Directeur GE et co-président de l'Observatoire du long terme), **Gaël Giraud** (directeur de recherches CNRS, membre du Centre d'Economie de la Sorbonne, du LabEx REFI (Régulation Financière) et de l'Ecole d'Economie de Paris), **Jean-Pierre Sicard** (Directeur général délégué de CDC Climat), **Mechthild Wörsdörfer** (Directrice Politique énergétique à la DG Énergie de la Commission européenne)

**Modération :** **Alexandra Bensaïd** (France Inter - On n'arrête pas l'éco).

**Présentation des invité·e·s :** **Adrien Santelmann**, élève en 1ère ES au lycée Turgot.

Comment concilier croissance et développement durable ? Il en était déjà question au Printemps de l'économie 2013. Le développement durable est passé à l'arrière-plan des préoccupations depuis la crise de 2008. Moins présent dans les discours et encore moins dans l'action, alors que la transition énergétique devient une urgence absolue, si l'on en croit tous les experts. Cette transition pourrait être source de croissance, mais elle nécessite d'importants investissements, une réelle volonté politique, et le dépassement d'obstacles culturels. La mise en place d'une fiscalité énergétique semble problématique dans certains pays de l'Union, alors

qu'elle existe dans d'autres. Certains réduisent leur émissions de CO2 quand d'autres, renonçant au nucléaire, les augmentent en ayant de nouveau recours au charbon. Que fait et que peut faire l'Union Européenne en ce domaine ? Le tout récent plan Énergie-Climat à 2030, qui fixe les ambitions de la Commission et des États-membres, notamment dans le cadre de la future conférence de Paris sur le climat, est-il à la hauteur des enjeux ? Quelles sont les chances de voir ses objectifs se concrétiser au vu de la hiérarchie des impératifs, face à autant de défis contemporains ?

Mairie du 3ème arrondissement de Paris

## Faut-il en finir avec l'austérité en Europe ?

18H30 : Café Sciences sociales, organisé par l'APSES, au Café monde et médias

**Avec :** **Marc Bousseynol** (professeur en classe préparatoire au Lycée Turgot), **Jean-Marc Daniel** (professeur à l'ESCP Europe), **Liem Huang-Ngoc** (économiste, député européen).

**Modération :** **Guillaume Duval** (Alternatives économiques).

**Présentation des invités :** **Gina Rovere** élève en terminale ES au lycée Turgot.

La crise de 2008 venant des USA a été à l'origine d'une crise financière mondiale qui a vu l'Union européenne résister dans un premier temps et s'enfoncer dans une récession sans précédent à partir de 2010.

Dans ces conditions les politiques budgétaires d'austérité ont-elles une raison d'être ou n'aggravent-elles pas les économies de la zone euro? Les plans de rigueur se sont multipliés depuis 2010 mais leurs résultats ne sont-ils pas contre productifs ? Baisse de la demande, augmentation d'impôts...

Les Etats ont mis en oeuvre des consolidations surdimensionnées pour rassurer les marchés pendant que la BCE, indépendante de toute décision politique, pratique une politique monétaire ayant pour objectif principal la stabilité des prix dans une zone économique où le risque principal serait plutôt la déflation....

Quelles solutions ? Faut-il en finir avec les politiques d'austérités dans l'Union Européenne et en particulier dans la zone euro ?

Mairie du 3ème arrondissement de Paris

## L'Europe est-elle sortie de la crise ?

19H : Table-ronde organisée par Terra Nova, Esprit, Alternatives économiques, La mairie du 3è et Les Économiques.

**Avec :** **Anne-Laure Delatte** (Chargée de recherche au CNRS), **Robert Salais** (Chercheur associé IDHES-CNRS).

**Modération :** **Christophe Chavagneux** (Alternatives économiques).

**Présentation des invité-e-s :** **Grégoire Lavoute**, étudiant en classe préparatoire ECT au lycée Turgot.

La croissance revient doucement dans les pays de la zone euro. Et l'agitation des marchés financiers sur les dettes publiques des Etats semble terminée. L'Europe est-elle pour autant sortie d'affaire ? Les

politiques budgétaire et monétaire en vigueur peuvent-elles permettre un retour de la dynamique économique ? Le fonctionnement de l'Europe est-il favorable au retour de l'activité et de l'emploi ?

### Informations pratiques

**Horaires :** de 14h à 20h30

**Lieu :** Mairie du 3ème arrondissement de Paris, 2 Rue Eugène Spuller, 75003 Paris

**Accès :** métro ligne 3 - Arts et Métiers, Temple / ligne 5, 8, 9, 11 - République

**Entrée libre - inscription conseillée sur [www.leseconomiques.fr](http://www.leseconomiques.fr)**

Amphithéâtre du Cnam

## L'union bancaire européenne : un remède anti-crise ?

14H : Les Rencontres de l'IEFP dans le cadre du Printemps de l'économie

**Avec :** **Alexis Collomb** (professeur au Cnam, directeur de l'EFAB), **Georges Pauget** (président de l'IEFP, ancien PDG du Crédit Agricole), **Fabrice Pesin** (Secrétaire général adjoint - Autorité de contrôle prudentiel et de résolution), **Dominique Plihon** (professeur d'économie à l'université Paris XIII, président du Conseil scientifique d'Attac France).

**Modération :** **Catherine Fenet** (IEFP)

**Présentation des invité-e-s :** **Zoé Adrien**, élève en terminale ES au lycée Turgot.

La crise financière de 2008, en révélant les fragilités des systèmes bancaires européens, a fait prendre conscience aux banquiers centraux et aux gouvernements de la nécessité de réguler les activités bancaires pour éviter la répétition de crises systémiques. La mise en place d'une réglementation, comme cela a été fait dans les accords de Bâle III, est certes un premier pas mais reste insuffisante au regard des liens entre risque bancaire et risque souverain. Il faut aller plus loin et mettre en place une véritable Union bancaire européenne. L'accord bancaire, qualifié par certains d'historique, signé par les ministres

des Finances européens en décembre 2013 pose les premiers jalons d'une véritable prévention des crises financières. Où en est-on ? Cette union bancaire complexe fondée sur la supervision des banques par la BCE sera-t-elle suffisante pour éviter les crises financières ?

Ce débat s'insère dans le cadre des grandes orientations fixées pour les différents cycles d'enseignement du secondaire et du supérieur : régulation et déséquilibres macroéconomiques, globalisation financière, crises financières et crises systémiques européennes.

## Quelle politique commerciale pour l'UE ?

### 17H : Table-ronde organisée par Les Économiques

**Avec :** **Sébastien Jean** (économiste, directeur du CEPII), **Zaki Laïdi** (Politologue, chercheur au CNRS, directeur de recherche au Centre d'études européennes de Sciences Po, professeur à Sciences Po et au Collège d'Europe à Bruges, ancien conseiller spécial de Pascal Lamy, Commissaire européen chargé du commerce (2000-2004)), **Laurent Vronski** (Directeur Général d'Ervor, membre du Conseil scientifique de la Fondation Croissance Responsable).

**Modération :** **Adrien de Tricornot** (Le Monde).

**Présentation des invités :** **Bryan de Oliveira**, étudiant en classe préparatoire ECT au lycée Turgot.

La politique commerciale relève pour l'essentiel d'une compétence exclusive de l'Union européenne. Pour une zone qui est, de loin, la plus importante au monde par son commerce extérieur, les enjeux sont de taille. Il s'agit de définir les conditions dans lesquelles l'Union échange des biens et services avec ses partenaires, mais aussi de s'entendre avec eux sur des règles concernant des politiques qui influent sur ces échanges, comme la politique agricole, la protection des droits de propriété intellectuelle, la régulation des secteurs de services ou nombre de

réglementations techniques et sanitaires. L'Union occupe naturellement une place de choix dans la définition des règles multilatérales, ce qui pose la question de l'attitude à adopter concernant le cycle de négociations de Doha, actuellement dans l'impasse. Mais les préoccupations les plus immédiates concernent les accords régionaux, en particulier le partenariat en négociation avec les Etats-Unis : de tels accords sont-ils souhaitables ? quels sont les gains à en attendre ? quels domaines doivent-ils couvrir ?

Amphithéâtre du Cnam

# Les passions françaises jouent-elles contre l'Europe ?

19H : Table-ronde organisée par le Cnam

**Avec** : **Jean Quatremer** (Libération), **Nicole Gnesotto** (professeure au Cnam), **André-Luc Molinier** (directeur Europe du Medef).

**Modération** : **Alexis Collomb** (professeur au Cnam).

**Présentation des invités** : **Naim Golam**, élève en terminale ES au lycée Turgot.

L'Union Européenne et les idéaux qui l'ont portée depuis sa création souffrent aujourd'hui d'un désamour certain de la part d'une grande partie de nos concitoyens qui questionnent l'utilité et les bienfaits de cette union. A la veille du prochain scrutin européen, cette table ronde s'efforcera d'exhiber les raisons de ces désillusions

et les spécificités françaises de ce malaise, en les contrastant avec celles de nos partenaires européens. En s'intéressant aux particuliers comme aux entreprises, ce débat cherchera également à comprendre si ces mêmes passions françaises, foyer d'un scepticisme ravivé face à l'Europe, ne pourraient pas aussi en être un nouveau moteur.

## Informations pratiques

**Horaires** : 14h à 20h30

**Lieu** : Amphithéâtre du Cnam, 292 rue Saint-Martin, 75003 Paris

**Accès** : métro ligne 3, 11 - Arts et Métiers

**Entrée libre - inscription conseillée sur [www.leseconomiques.fr](http://www.leseconomiques.fr)**

Gymnase du Lycée Turgot

## Quelle Europe de la production ?

15H : Table-ronde organisée par Xerfi

**Avec :** **Olivier Passet** (économiste et directeur des synthèses économiques chez Xerfi), **Aurélien Duthoit** (Directeur d'études chez Xerfi Global), **Jean-Marc Daniel** (économiste, ESCP Europe).

**Modération :** **Thierry Pech** (directeur général de Terra Nova)

**Présentation des invités :** **Elliott Vergnolles**, étudiant en classe préparatoire ECT au lycée Turgot.

L'Europe est aujourd'hui la principale zone d'excédents commerciaux au monde. Elle agglomère en son cœur et au Nord des compétences qui en font une puissance commerciale de premier plan. Mais elle n'a toujours pas restauré ses niveaux de production d'avant crise. Elle est également en prise avec des tendances déflationnistes qui pénalisent les débouchés sur le marché intérieur. Elle entre peu à peu dans un jeu de dévaluation fiscale en cascade, qui peut à terme pénaliser les dépenses d'avenir. Il y a dans tout cela une part d'ajustement nécessaire. Mais il existe aussi des risques de cercle vicieux qui pourraient accélérer le déclin industriel de l'ensemble de la région. Les destructions de capacité ont notamment été considérables au Sud. Autrement dit, les disparités territoriales se sont considérablement creusées avec la crise. Cette dynamique de divergence réelle est préoccupante. C'est une des questions majeure

à laquelle sont confrontés les pays partenaires. Car cette divergence menace l'intégrité même de l'euro. Avec la crise, le processus de rattrapage du Sud est revenu 20 ans en arrière, très loin des promesses de la monnaie unique. Lorsque l'on projette la dynamique actuelle, il existe un risque important que le système « d'économie de bazar » mis en place par l'Allemagne dans les années 2000, ne soit pas arrivé à son terme. Le Nord a accru sa puissance de feu financière. La rentabilité de ses entreprises grandes et moyennes leur confère maintenant un pouvoir de rachat d'autres entreprises européennes. Or la déflation salariale du Sud crée de nouvelles opportunités de sous-traitance à faible coût. Le jeu du Nord peut consister maintenant à transformer le potentiel d'investissement accumulé avec la crise. Soit en captant l'avantage salarial du Sud (en Espagne notamment). Soit en acquérant des marques et

### Gymnase du Lycée Turgot

des brevets dans les pays dépréciés... en Italie mais aussi en France. Dans ce contexte, l'harmonisation fiscale, la parité de l'euro, l'émergence d'un gouvernement économique, apparaissent plus que jamais comme des enjeux de premier plan. Quelle peut être la stratégie européenne pour renforcer sa cohésion face aux options industrielles du Japon ou des États-Unis notamment ? Face à la concurrence

des émergents également. C'est à cette question centrale que nous essaieront de répondre, avec les interventions de Thierry Pech, directeur général de Terra Nova, d'Aurélien Duthois, directeur des synthèses stratégiques à Xerfi et d'Olivier Passet, directeur des synthèses économiques à Xerfi et de Jean-Marc Daniel, Professeur à l'ESCP Europe.

## L'Allemagne, un modèle pour l'Europe ?

17H : Table-ronde organisée par Challenges et Les Économiques.

**Avec** : **Henrik Uterwedde** (Directeur adjoint de l'Institut Franco-Allemand de Ludwigsburg), **Guillaume Duval** (rédacteur en chef de Alternatives économiques, auteur de «Made in Germany»), **Christophe Caresche** (député à l'Assemblée nationale).

**Modération** : **Sabine Syfuss-Arnaud** (Challenges).

**Présentation des invité-e-s** : **Gabriel Grandet**, élève en terminale ES au lycée Turgot.

Locomotive économique de l'Europe, souvent considérée comme un modèle pour la France, l'Allemagne fascine et agace. Ses performances économiques ont de quoi susciter l'envie : chômage au plus bas, comptes publics en ordre, commerce extérieur à la santé insolente. Mais, c'est au prix d'une longue cure d'amaigrissement et de dix années de réformes structurelles qu'elle a obtenu ces résultats. Et qu'elle insiste aujourd'hui que ses voisins assainissent à leur tour leurs finances. Pourtant, le modèle a ses revers et ses

faiblesses : pauvreté, précarité et inégalités se sont développées outre Rhin au cours de la dernière décennie. De plus, si l'Allemagne a prospéré comme exportateur, c'est qu'elle avait des clients pour acheter ses produits, au premier rang desquels les Européens. Sans compter qu'elle souffre d'un handicap majeur, qui va rebattre les cartes dans les années à venir : un vieillissement démographique accéléré. En 2050, elle sera moins peuplée que la France et la Grande Bretagne.

Gymnase du Lycée Turgot

## Quel cadre institutionnel pour l'euro ?

19H : Table-ronde organisée par le CEPII et Les Économiques

**Avec :** Michel Aglietta (CEPII), Eric Heyer (OFCE), Etienne Wasmer (CAE).

**Modération :** Philippe Fremaux (Alternatives économiques).

**Présentation des invité·e·s :** Émile Stéfani, élève en terminale ES au lycée Turgot.

La crise des dettes souveraines dans la zone euro a souligné les insuffisances du cadre institutionnel de la monnaie unique. La monnaie entretient avec la souveraineté de l'Etat des liens qu'il est périlleux d'ignorer. Compléter l'euro apparaît aujourd'hui comme une nécessité. Plusieurs pas ont déjà été faits dans cette direction, mais le processus est loin d'être achevé et pose beaucoup de questions, notamment celle des conditions de la légitimité démocratique

de la gouvernance intergouvernementale et de la démarche communautaire pilotée par la Commission. Le cadre institutionnel s'élaborera dans la résolution des problèmes financiers et budgétaires hérités de la crise, sous l'exigence de reconnaître l'intérêt mutuel des pays membres. La table ronde débattrait des buts, des innovations institutionnelles et des étapes à enchaîner pour tracer la voie du renouveau de l'Europe.

### Informations pratiques

**Horaires :** 15h à 20h30

**Lieu :** Gymnase du Lycée Turgot, 69 Rue de Turbigo, 75003 Paris

**Accès :** métro ligne 3 - Arts et Métiers, Temple

**Entrée libre - inscription conseillée sur [www.leseconomiques.fr](http://www.leseconomiques.fr)**

Amphithéâtre Pierre Mendès France - Ministères économiques et financiers

Inscription obligatoire

## Quel modèle social pour l'Europe ?

14H : Table-ronde organisée par Les Rencontres économiques de l'IGPDE

**Avec :** **Guillaume Roty** (attaché gouvernance économique, Commission européenne (représentation en France)), **Chantal Euzeby** (professeur émérite, Centre de recherche en économie de Grenoble, Université Pierre Mendès France, présidente du comité de rédaction de la Revue internationale de sécurité sociale), **Bernadette Segol** (secrétaire générale de la confédération européenne des syndicats ou CES), **Jean-Luc Bennahmias** (député européen, membre de la Commission Emploi et Affaires sociales au Parlement européen).

**Modération :** **Didier Ades**, journaliste économique.

**Présentation des invité-e-s :** **Charlotte Moineau**, élève en 1ère ES au lycée Turgot.

Quelles avancées sociales depuis la construction européenne ? Même si l'Europe sociale n'est pas une réalité du fait de l'absence de convergence des modèles de protection sociale et d'Etat providence, il n'en reste pas moins que l'Europe a avancé sur un certain nombre de points : conditions de travail, égalité de rémunération et de traitement homme-femme, éducation et formation professionnelle... Faut-il aller plus loin ? Peut-on et doit-on aller vers l'harmonisation de nos modèles d'Etat providence ? Les divergences de fondements même de nos modèles, les difficultés que cela génère et les enjeux que cela sous-tend en matière économique mais

aussi sociale sont-ils des obstacles insurmontables ? L'harmonisation ne présente-t-elle pas des risques d'une Europe sociale au rabais ? Dumping social et fiscal, nivellement des systèmes de protection sociale par le bas ... l'Europe véhicule un certain nombre de craintes plus ou moins fondées.

Il s'agira de présenter la réalité de la concurrence sociale entre Etats membres à la fois de la zone euro et de l'UE dans son intégralité, les enjeux en matière d'emplois et de niveaux de vie pour ensuite entrevoir les possibilités d'un dialogue social renouvelé à un niveau européen.

Amphithéâtre Pierre Mendès France - Ministères économiques et financiers

Inscription obligatoire

## Quel modèle économique pour l'Europe de demain?

17H30 : Table-ronde organisée par l'IGPDE

**Avec :** **Catherine Mathieu** (économiste senior, département analyse et prévisions, OFCE), **Natacha Valla** (directrice adjointe au CEPPII, responsable du programme scientifique macroéconomie et finances internationales), **Alain Lamassoure** (député européen), **Pascal Lamy** (président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors).

**Modération :** **Christian Chavagneux** (Alternatives économiques).

**Présentation des invité-e-s :** **Louise Amiot**, élève en terminale ES au lycée Turgot.

Dans un contexte mondial où les émergents ont su tirer bénéfice de la mondialisation et les Etats-Unis renouent avec la croissance, l'Europe peine encore à sortir de la crise. Ce constat doit conduire l'Europe à inventer ou réinventer son modèle économique. Il convient notamment de réfléchir au mode de gouvernance à retenir pour l'Union européenne et/ou la zone euro. Une intégration économique et politique plus poussée paraît à certains essentielle à la résorption des déséquilibres. Toutefois, l'idée et le chemin pour y parvenir font encore l'objet

de vifs débats. L'Union Européenne est marquée par des déséquilibres macroéconomiques et industriels internes, exacerbés par la crise de la zone euro. La question de la ré-industrialisation de l'Europe et d'un meilleur équilibre des forces productives entre les différents Etats membres est à ce titre centrale et interroge son modèle de solidarité. Plus généralement, comment doit-on et peut-on modifier l'Europe pour faire face aux défis qui s'imposent à elle et retrouver la voie de la prospérité ?

19H : Discours de clôture du Printemps de l'économie du ministre délégué, chargé du Budget (sous réserve).

### Informations pratiques

**Horaires :** 14h à 20h

**Lieu :** Amphithéâtre Pierre Mendès France - Ministères économiques et financiers, 139 rue de Bercy 75012 Paris

**Accès :** métro ligne 6, 14 - Bercy

**Inscription obligatoire sur [www.leseconomiques.fr](http://www.leseconomiques.fr)**

À écouter sur France Culture

## L'Économie en questions, émission spéciale Europe

11H : présentée par Dominique Rousset

Chaque samedi de 11h à 12h, quatre économistes, professeurs d'économie et/ou chercheurs parmi les plus reconnus, viennent débattre autour de Dominique Rousset des sujets qui ont fait l'actualité économique de la semaine, en France et dans le monde.

Pour éclairer ces sujets par la confrontation de leurs analyses, pour les rapporter le plus souvent possible à la théorie économique ou à l'histoire de la

pensée économique, pour anticiper les prochaines évolutions. Dans une période particulièrement importante pour l'économie mondiale, les grands enjeux, qu'il s'agisse de la régulation de la finance internationale, de l'avenir de l'industrie, des questions environnementales, de l'emploi et du marché du travail ou de l'économie de la connaissance sont tous abordés.

### Informations pratiques

**Horaire :** 11H

En direct sur France Culture et à réécouter et podcaster sur [www.franceculture.fr](http://www.franceculture.fr)





# Intervenant·e·s et partenaires

# Intervenant·e·s



**Didier Adès** est journaliste et écrivain. De 1983 à 2010 il était producteur délégué et coprésentateur, avec Dominique Dambert, du magazine socio-économique Rue des entrepreneurs, diffusé tous les samedis sur France Inter jusqu'en avril 2010. Il a obtenu le prix « Dauphiné - Henri Tezenas du Montcel » pour cette émission.



**Michel Aglietta** est professeur émérite d'économie à l'Université de Paris X Nanterre. Il est conseiller scientifique au CEPIL et au CGSP et membre du Haut Conseil des Finances Publiques.



**Patrick Artus** est aujourd'hui Chef Economiste de Natixis et membre du Comité Exécutif de Natixis. Il débute sa carrière en 1975 à l'INSEE où il participe entre autres aux travaux de prévision et de modélisation. Il travaille ensuite au Département d'Economie de l'OCDE (1980) puis devient Directeur des Etudes à l'ENSAE et Responsable de Séminaire de Recherche à l'Université Paris Dauphine (1982). Il enseigne dans diverses Universités (Dauphine, ENSAE, Centre des Hautes Etudes de l'Armement, Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, HEC Lausanne...), et il est actuellement Professeur d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il cumule ses fonctions d'enseignant avec ses travaux de recherche et s'associe à diverses revues ou associations économiques. Il est aujourd'hui membre correspondant au Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier Ministre et membre du Conseil d'Analyse de la Société, et membre des Conseils d'administration de TOTAL (depuis mai 2009) et d'IPSOS (depuis avril 2009), en qualité d'Administrateur.



**José Bardaji**, administrateur de l'Insee, est diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaef) et titulaire d'un DEA d'économie industrielle, microéconomie et économétrie. Depuis 2013, il est chef de la division des études macroéconomiques de l'Insee. Auparavant il a été successivement chargé d'études sur les retraites au département des études économiques d'ensemble, responsable d'enquête au département de la conjoncture de l'Insee avant de rejoindre la Direction générale du Trésor, comme chef

adjoint du bureau diagnostic et prévisions internationales puis du marché du travail et politiques de l'emploi.



**Claude Bartolone**, Président de l'Assemblée Nationale. En 1981, il est élu député et devient l'un des benjamins de l'Assemblée nationale. Fort de son ancrage local, il est réélu député et devient maire du Pré-Saint-Gervais en 1995. Trois ans plus tard, il est nommé Ministre délégué à la Ville au sein du gouvernement de Lionel Jospin. En 2008, Claude Bartolone est élu Président du conseil général de la Seine-Saint-Denis. Claude Bartolone a assumé les fonctions de Vice-président de l'Assemblée nationale (du 02/04/1992 au 01/04/1993) puis de Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (du 17/06/1997 au 01/04/1998). Il est depuis 2012 Président de l'Assemblée Nationale.



**Odile Renaud-Basso** est actuellement Directrice générale adjointe de la Caisse des Dépôts, directrice des Fonds d'épargne. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, Ancienne élève de l'École nationale d'administration (Promotion Jean Monnet-1990). Elle a été Sous-directrice en charge des affaires européennes et multilatérales à la direction du Trésor (2001-2003), Directrice à la Commission européenne (DG Ecfm) (2005-2010), Chef de cabinet adjoint du président du Conseil européen (2010-2012) et Directrice adjointe du cabinet du Premier ministre (2012-2013).



**Agnès Bénassy-Quéré** est Professeur à l'École d'économie de Paris - Université Paris 1 et Présidente-déléguée du Conseil d'analyse économique. Elle détient un doctorat d'économie de l'Université Paris-Dauphine. Elle a tout d'abord travaillé au ministère des Finances et de l'Industrie, comme économiste au Bureau de la politique économique, avant de rejoindre l'université : Cergy-Pontoise, Lille 2, Paris Ouest, École polytechnique. Elle a aussi été Directeur adjoint, puis Directeur du CEPIL, le principal centre de recherche français en économie internationale. Agnès Bénassy-Quéré est membre de la Commission Économique de la Nation et du Cercle des économistes. Elle a été membre du

ECB Shadow Council. Elle est chercheur associé du CESifo (Münich). Ses recherches portent principalement sur le système monétaire international et sur la politique macroéconomique en Europe. Elle tient une chronique sur France Culture.



**Jean-Luc Bennahmias** est député au Parlement européen et membre de la Commission Emploi et Affaires sociales. Il a été secrétaire national des Verts (1997-2001). Conseiller régional Ile de France (1992-1996). Directeur de campagne à l'élection présidentielle de 2002, coordinateur du Comité national de vigilance contre l'extrême droite (depuis 1998). Président du groupe des Verts au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (2004-2009). Conseiller communautaire de la Communauté urbaine Marseille Métropole (depuis juin 2008). Membre du Conseil économique et social (CES) de 1999-2004. Directeur de communication des Verts au Parlement européen. Rapporteur pour avis sur l'avenir du football professionnel en Europe (2007). Fondateur du Mouvement Démocrate en 2007, dont il est actuellement Vice-Président.



**Alexandra Bensaid** est responsable de l'émission On n'arrête pas l'éco. Sciences Po Paris, Columbia University et Centre de Formation des Journalistes... C'est sans doute à France Inter -dont elle a intégré le service économique et social de la rédaction en 1999- qu'elle a cultivé son goût de la différence. Son attrait pour des horizons exigeants l'a aussi bien emmenée dans le monde de l'entreprise, depuis la Chine jusqu'aux Etats-Unis, en tant qu'auditrice de l'Institut des Hautes Etudes de l'Entreprise, qu'en Tanzanie, où elle n'a pas observé le CAC 40 mais les Big Five près de deux ans.



**Marc Bousseynol** est un professeur de lycée français. Ancien élève de l'École normale supérieure de Cachan, agrégé d'économie et de gestion I, professeur de chaire supérieure ; il enseigne l'économie en classe préparatoire à l'ENS de Cachan au Lycée Turgot (Paris). Il est également maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po). Il est l'auteur en 2009 de « Vive la dette »

en réaction au Rapport Pébereau sur la dette publique, dans lequel il analyse de façon hétérodoxe (puisque post-keynésienne), l'endettement de l'État.



**Christophe Caresche** a été élu député pour la première fois en 1997. Son cadre territorial est la 18e circonscription de Paris (qui couvre les quartiers Jules Joffrin, Clignancourt, Amiraux Simplon, Butte Montmartre, Portes Montmartre Clignancourt et Poissonniers, Barbès, Clichy dans le 18e et Anvers Trudaine dans le 9e). Jusqu'en 2008, il a été élu municipal du 18e arrondissement, d'abord premier adjoint au maire du 18e puis adjoint au maire de Paris en charge de la sécurité. Depuis 2008, il se consacre entièrement à son activité parlementaire. Pour cette nouvelle mandature, il est membre de la commission des Finances et des Affaires européennes et vice-président du groupe socialiste chargé des questions européennes.



**Vincent Champlain** est diplômé de l'École polytechnique, de l'ENSAE et titulaire d'un DEA de Stratégie à l'Université Paris-Dauphine. Il commence sa carrière en 1996 au Ministère des Finances, où il est économiste. En 2007, il est nommé directeur de cabinet du secrétaire d'État à la prospective, à l'évaluation des politiques publiques et au développement de l'économie numérique. Il y lance notamment le diagnostic stratégique France 2025, présidé par Jacques Delors et associant parlementaires partenaires sociaux et experts, le plan France numérique 2012 et met le place la mission d'évaluation des politiques publiques. Il rejoint en 2009 le cabinet McKinsey où il dirige des projets de développement de la performance et de stratégie. Recruté en 2012 par General Electric France, il coprécide, en parallèle de sa carrière, l'Observatoire du Long Terme, think tank spécialisé dans l'analyse et le débat sur les enjeux de long terme.



**Christian Chavagneux** est rédacteur en chef adjoint du mensuel Alternatives économiques et rédacteur en chef de la revue L'Économie politique. Il débat tous les samedis matin sur France Inter dans l'émission On n'arrête pas l'éco, et décrypte régulièrement l'actualité sur son blog et sur Twitter. Il vient de publier en collaboration avec Thierry Philipponnat « La capture ». Où l'on verra comment

# Intervenant·e·s

les intérêts financiers ont capturé l'intérêt général et comment mettre fin à cette situation (La Découverte, 2013).



**Laurent Clavel**, est administrateur de l'Insee et diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaë) et de l'école Polytechnique. Depuis septembre 2013, il est chef de la division Synthèse conjoncturelle de l'Insee. Auparavant, il avait successivement été responsable du suivi de la conjoncture française puis de la synthèse internationale à la division synthèse conjoncturelle, adjoint au chef du bureau « Retraites et régimes spéciaux » de la Direction du budget et conseiller financier pour les pays nordiques au service économique régional de Stockholm en Suède (réseau international de la Direction Générale du Trésor).



**Alexis Collomb** a rejoint le Cnam en 2011 où il est responsable du Master de finance de marché. Il dirige également depuis 2012 le département Economie Finance Assurance Banque (EFAB). Il a commencé sa carrière en fusions-acquisitions chez Donaldson Lufkin & Jenrette (devenu Crédit Suisse) à New York en 1997. En rejoignant le groupe Dérivés Actions de Citigroup en 2005 à Londres, il évolue vers la salle de marché comme stratégeste où il devient directeur au sein du Trading Floor Multi-Strategy Group. Titulaire d'un PhD de Stanford du Systems Optimization Laboratory, il est également membre du comité exécutif du Labex Réfi du PRES héSam.



**Jean-Marc Daniel** après son diplôme de l'École Polytechnique et de l'ENSAE, rejoint l'administration comme administrateur de l'INSEE. Il a alterné des fonctions dans l'administration active (direction régionale de l'INSEE à Lyon, direction du Budget, régime de Sécurité sociale des mineurs, Ministère des Affaires Etrangères), dans les cabinets ministériels (au Ministère de la Culture et au Ministère des Affaires Etrangères) et dans des fonctions d'économiste et d'enseignant (chargé d'étude à l'OFCE, cours donnés à ESCP Europe, à l'École des Mines, à Paris X et à l'ENSAE). A l'heure actuelle,

outre ses cours à ESCP Europe, il est responsable de l'enseignement d'économie aux élèves – ingénieurs du Corps des mines. Il est également chroniqueur au journal Le Monde - sur l'histoire des idées économiques - et directeur de la revue Sociétal. Il est en outre membre du conseil d'administration de la Société d'Economie Politique. Il travaille essentiellement sur la politique économique, dans ses dimensions théoriques et dans ses dimensions historiques.



**Anne-Laure Delatte** est chargée de recherche au CNRS et chercheuse associée à l'OFCE. Ses travaux portent sur les marchés financiers et les crises. Elle a séjourné un an en Argentine dans le cadre de sa thèse de doctorat en 2004 puis enseigné 3 ans à Hong Kong. Elle a été auditionnée par le Bundestag sur un projet de régulation financière pendant la crise européenne en 2012. Elle vient de publier « Faut-il abandonner l'euro ? » dans la revue Esprit (mars 2014) où elle met en garde sur les conséquences désastreuses d'un retour au franc.



**Aurélien Duthoit** est directeur des synthèses stratégiques de Xerfi-Precepta depuis janvier 2014 après avoir été directeur d'études et manager Xerfi Global. Il est notamment spécialiste des marchés mondiaux et des multinationales, ainsi que des questions industrielles.



**Guillaume Duval** est rédacteur en chef du mensuel Alternatives Economiques. Ingénieur de formation, il a travaillé pendant 13 ans pour différentes multinationales avant de rejoindre la coopérative Alternatives économiques. Il est l'auteur notamment de « Le libéralisme n'a pas d'avenir » (La Découverte, 2003), « Sommes-nous des paresseux ? Et 30 autres questions sur la France et les Français » (Le Seuil, 2008), « Made in Germany » (Le Seuil, 2013)



**Philippe Escande** est titulaire d'une maîtrise de biologie, et a longtemps été journaliste aux Echos et chroniqueur sur Radio Classique. Il est aujourd'hui chef adjoint du service Économie du quotidien Le Monde, ainsi que co-responsable du supplément quotidien Le Monde Éco & Entreprises.



**Chantal Euzéby** est professeur émérite de sciences économiques à l'université de Grenoble-II, au centre de recherche en économie de Grenoble (CREG). Co-auteur de « la Dynamique de la protection sociale en Europe » ed. PUG (2011), Chantal Euzéby est experte internationale des questions sociales. Ses travaux portent sur les problématiques des systèmes de protection sociale, pauvreté, revenu minimum, activation des marchés du travail, Europe sociale. Consultant auprès d'organismes européens et internationaux, elle est aujourd'hui à la présidence du Comité de rédaction de la revue internationale de sécurité sociale.



**Thierry Fabre**, est chef du service France au magazine «Challenges» depuis 2008, en charge des sujets de politique économique et sociale. Précédemment chef du service macroéconomie de «Capital» (2001-2008), journaliste à «l'Expansion» (1994-2000), spécialisé dans la finance puis en macroéconomie et journaliste au quotidien «Les Echos» (1992-1994), au sein du pôle finance. Diplômé de l'Université d'Aix Marseille II, DESS en «Economie agro-alimentaire».



**Catherine Fenet** est économiste et responsable du pôle éducation de l'IEFP.



**Jean Pisani-Ferry** est Commissaire Général à la Stratégie et à la Prospective. Il a été directeur de Bruegel (Bruxelles), centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe, et professeur associé à l'Université de Paris-Dauphine, directeur du CEPII. (1992-1997), conseiller économique auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, conseiller scientifique (2000-2001), président délégué (2001-2002) du CAE, chargé de mission auprès du directeur du Trésor (2002-2004).



**Philippe Frémeaux** est un économiste et éditorialiste. Rédacteur en chef d'Alternatives économiques en 1988. Depuis le 1er septembre 1999, il exerce également les fonctions de Président-Directeur général de la coopérative éditrice d'Alternatives Economiques, Aujourd'hui, Philippe Frémeaux est également Délégué Général de l'Idies, (Institut pour le développement de l'information économique), Chroniqueur sur France Info et France Culture. Il préside aussi l'Institut Veblen, Institut qui élabore, diffuse et promeut des propositions de réformes dans le domaine de l'économie et il enseigne au CELSA (École des hautes études en sciences de l'information et de la communication). Il milite à présent pour une rénovation de l'économie sociale et solidaire afin qu'elle n'apparaisse plus comme un simple palliatif à l'économie traditionnelle mais bien comme une véritable alternative.



**Gaël Giraud**, directeur de recherche au CNRS, rattaché au Centre d'Economie de la Sorbonne, membre de l'Ecole d'Economie de Paris, du conseil scientifique du Labex REFI (Régulation Financière), de la Fondation Nicolas Hulot, de l'ONG Finance Watch et de la Fondation d'Ecologie Politique. Ancien consultant pour des banques d'investissement, G. Giraud est aujourd'hui expert au sein du Comité pour le Débat National sur la Transition Ecologique et coordinateur scientifique du projet Riskergy. Ses recherches portent sur le rôle de la monnaie et de l'énergie dans la modélisation quantitative en économie. Dernier ouvrage publié : « Illusion financière », Ed. de l'Atelier, 3ème éd. poche, 2014.



**Nicole Gnesotto** est professeur du Cnam (Chaire Union européenne). Elle a fondé le Forum Europe du Cnam. Actuellement, membre de la Commission du Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale. Nicole Gnesotto a passé une grande partie de sa carrière au Conseil de l'Union européenne. Spécialiste des questions stratégiques, elle a été le premier directeur de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne. Elle est

aussi : vice-présidente de la fondation Notre Europe, créée par Jacques Delors, vice-présidente du Conseil scientifique pour la formation et la recherche stratégique (CSFRS), membre du réseau d'experts de la Commission européenne (Cordis) et membre du Comité de rédaction de la revue *Esprit*.



**Eric Heyer**, docteur en sciences économique, est, depuis janvier 2002, directeur adjoint au département analyse et prévision à l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) où il est plus précisément en charge du service «France». Eric Heyer est également professeur à Sciences Po Paris et à l'Université de la Méditerranée. Il a de nombreuses publications dans le domaine de l'organisation de production, du marché du travail et sur les perspectives de l'économie française à court et moyen terme. Chaque année, il travaille directement avec le Sénat, l'Assemblée Nationale et le Ministère du travail dans l'élaboration des perspectives à Moyen terme de l'économie française. Il vient dernièrement de diriger l'ouvrage « L'économie française 2014 » aux éditions La Découverte. Par ailleurs, Eric Heyer donne de nombreuses interviews dans les médias français : il est notamment chroniqueur au Club de l'Économie sur LCI.



**Liem Huang-Ngoc** est Eurodéputé, membre du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen. Docteur en sciences économiques, université Paris I (1994). Chargé de mission à l'Institut de recherches économique et sociales, Paris (1992-1994). Maître de conférences à l'université de Paris I (1994-2009). Membre du conseil national du Parti socialiste (PS) (depuis 2003). Secrétaire national adjoint en charge des questions économiques du PS (depuis 2009). Chercheur au Centre d'économie de la Sorbonne (anciennement Séminaire d'économie du travail, puis MATISSE), rattaché au CNRS (depuis 1989).



**Sébastien Jean** est directeur du CEPPI, le principal centre français de recherche et d'expertise en économie internationale ([www.cepii.fr](http://www.cepii.fr)). Il est également directeur de recherche à

l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et enseigne à Sciences Po Paris. Il est associé au Centre pour la recherche sur la mondialisation et la politique économique de l'Université de Nottingham, ainsi qu'au CÉSifo (Munich). Il a publié de nombreux articles scientifiques et travaux d'expertise sur différents thèmes d'économie internationale, principalement liés au commerce international et aux politiques commerciales.



**Didier Kling** est Président de la Chambre Nationale des Conseils et Experts Financiers et Vice-président Trésorier de la Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France. Commissaire aux comptes, il a fondé dès 1979 son propre Cabinet, dont il est Président directeur général. Expert près la Cour d'appel de Paris depuis 1983, agréé par la Cour de cassation depuis 1999, il est également Président d'honneur de la Compagnie des Experts agréés près la Cour de cassation. Cet éclectisme est le reflet d'une formation multidisciplinaire, en droit, commerce (Chambre de commerce britannique) et en études politiques (IEP de Paris). Didier Kling est Chevalier de l'Ordre National du Mérite et Chevalier de la Légion d'Honneur.



**Zaki Laïdi** est directeur de Recherche à Sciences Po (Centre d'études européennes), professeur à Sciences Po Paris, fondateur de Telos. Il est membre du Comité de suivi de la loi sur la Liberté et la Responsabilité des Universités, ainsi que de la Commission du Livre Blanc sur la politique étrangère et européenne de la France (2007-2008). Ancien conseiller spécial de Pascal Lamy, il a été commissaire européen chargé du commerce (2000-2004), professeur invité aux universités Johns Hopkins - Bologne (1992-1995), Montréal (2001 & 2004), Genève (2003 & 2004), Collège de Bruges (2004-2008), Ann Arbor University (automne 2007) et Northwestern University (automne 2009), Luiss -Rome (2010-2011) et à l'EGE de Rabat (depuis 2011). Il est également commentateur sur France 24.



**Alain Lamassoure** est ancien élève de l'ENA, il commence sa carrière en 1968 à la Cour des comptes comme auditeur, puis comme

Conseiller référendaire. À partir de 1973, il est chargé de mission auprès de Maurice Druon, ministre des Affaires culturelles (1973-1974), puis conseiller technique au cabinet du ministre des Finances (1974-1976) puis de l'Équipement (1977-1978). Ensuite il poursuit sa carrière de haut fonctionnaire en tant que conseiller technique à la présidence de la République sous le mandat de Valéry Giscard d'Estaing (1978-1981). Après avoir effectué différentes missions comme conseiller dans plusieurs services et ministères, dont celui des Finances en 1974 et de l'Équipement en 1977, Alain Lamassoure est élu en 1986 député de la 5ème circonscription des Pyrénées-Atlantiques. Il sera réélu en 1988, en 1993 et en 1995, date à laquelle il devient ministre délégué au Budget et porte-parole du gouvernement d'Alain Juppé. En 2000, il renonce à la mairie d'Anglet afin de se conformer à la loi sur le cumul des mandats. Alain Lamassoure, pour la première fois député européen en 1989, a ensuite été réélu en 1999, 2004 et 2009.



**Pascal Lamy** a exercé deux mandats de Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de septembre 2005 à septembre 2013. Il commence sa carrière dans la fonction publique française à l'Inspection générale des Finances et au Trésor et devient conseiller technique du ministre de l'économie et des finances, Jacques Delors en 1981, puis directeur adjoint du cabinet du premier ministre, Pierre Mauroy en 1983. Entre 1985 à 1994, Pascal Lamy est directeur de cabinet du Président de la Commission européenne, Jacques Delors, dont il est le «sherpa» au G-7. Il rejoint en 1994 l'équipe chargée du redressement du Crédit Lyonnais dont il devient Directeur général jusqu'à sa privatisation en 1999, avant de retourner de 1999 à 2004 à la Commission européenne, en tant que Commissaire au commerce, sous la présidence de Romano Prodi. Après son mandat à Bruxelles, Pascal Lamy préside pendant une brève période sabbatique le groupe de réflexion travaillant sur l'intégration européenne créé par Jacques Delors, «Notre Europe», et devient professeur associé à l'Institut d'Études Politiques de Paris et conseiller de Poul Nyrup Rasmussen, président du parti socialiste européen. Pascal Lamy est actuellement Président d'honneur de Notre Europe – Institut Jacques Delors, Président du comité mondial d'éthique du Tourisme, Président de la Commission de l'Oxford Martin School

sur les défis du futur, membre de la Commission globale sur les océans et de la Commission ONUSIDA et Lancet, Président du Conseil d'administration des Musiciens du Louvre de Grenoble MDLG (Orchestre de Marc Minkowski), membre du Conseil d'administration de la Fondation nationale des Sciences politiques et de la Thomson Reuters Founders Share Company.



**Catherine Mathieu**, est économiste au département Analyse et prévision de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques). Elle est également présidente d'EUROFRAME, réseau d'instituts économiques européens et présidente du groupe de travail «Perspectives à long terme et changements de structure» de l'AIECE (Association d'instituts européens de conjoncture économique). Ses thèmes de recherche actuels portent sur le suivi de l'économie britannique et les questions de politique économique européenne.



**André-Luc Molinier** est Directeur Europe du MEDEF. Il a commencé sa carrière chez Renault avant de rejoindre le CNPF en tant que chef du département Europe et International. Il a travaillé ensuite pour France-Télévision et TF1. Directeur général adjoint pour les Affaires publiques au CNPF en 1996. Il est rapporteur de la commission Europe du MEDEF depuis 2003. Membre du comité économique et social européen (2006-2010). Maître de conférences à Sciences Po Paris (2006-2008) Il est collaborateur spécialisé à France-Culture. Il est diplômé de l'École supérieure de Commerce de Paris et de l'IEP et de Paris Dauphine (DEA économie appliquée).



**Olivier Passet** est directeur des synthèses économiques chez Xerfi. Il est notamment en charge du suivi des politiques économiques et des mutations de l'appareil de production. Avant de rejoindre Xerfi, il a été économiste à l'OFCE (1989-2000), chargé de mission puis chef du service économique et financier international du Commissariat Général du Plan (2000-2006), chef du service Économie-Finances du Conseil d'analyse stratégique auprès du Premier Ministre (2006-2011) et conseiller au Conseil d'analyse économique (2011-2012).



**Olivier Pastré** a exercé des fonctions managériales entre la France et le Maghreb en tant que directeur général de GP Banque (rebaptisée SBFI à partir de 1999) jusqu'en 2002, des responsabilités éditoriales (Il a notamment créé la collection « Repères », aux éditions La Découverte en 1979, a été directeur de la collection « Économiques » aux éditions Perrin de 2006 à 2010 et est directeur de collection depuis 2010 aux Éditions Fayard), et des missions d'étude et de conseil pour des structures publiques et privées. Jusqu'en juin 2007, il délivrait chaque matin à 7 h 15 sur France Culture une courte chronique économique, souvent sous forme d'une analyse d'un sujet d'actualité suivie de recommandations, et marquée par le souci d'un équilibre entre les dimensions économique et sociale du problème traité et, depuis 2007, il participe à l'émission L'économie en questions le samedi à 11 h. Après avoir travaillé sur les nouvelles stratégies boursières des entreprises et leur impact macroéconomique, de janvier 2009 à janvier 2012, il a été membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations. Olivier Pastré est aussi administrateur de l'Association des directeurs de banque.



**Georges Pauget** est titulaire d'un doctorat d'état en sciences économiques à Bordeaux. Il a effectué l'essentiel de sa carrière au sein du groupe Crédit Agricole. Il a occupé des postes de responsabilité au sein de Crédit Agricole SA et de ses filiales, avant d'assurer la direction générale de plusieurs caisses régionales de Crédit Agricole puis en 2003, celle du Crédit Lyonnais. De 2005 à 2010, il a été Directeur Général du groupe Crédit Agricole SA, Président de LCL (Crédit Lyonnais) et de Crédit Agricole CIB. Il a également présidé le comité exécutif de la Fédération Bancaire Française jusqu'à 2009 et l'Union des Assurances Fédérales. Il est aujourd'hui Président de la société de conseil Economie, Finance et Stratégie, Président du pôle de compétitivité Europlace Finance-Innovation et de l'Institut d'Education Financière pour le public (IEFP). Il dispense des cours à l'Université de Paris-Dauphine et à l'IEP, et est Professeur associé à l'Université de Pékin.



**Thierry Pech** est depuis le 19 décembre 2013 directeur général de Terra Nova. Il est ancien élève de l'école normale supérieure de Saint-Cloud. Universitaire de formation, il est secrétaire général adjoint de l'Institut des Hautes Études sur la Justice (IHEJ) aux côtés d'Antoine Garapon de 1997 à 2001. Il travaille ensuite pour la CFDT comme conseiller. En 2002, il devient secrétaire général du cercle de réflexion de centre gauche La République des idées créé par Pierre Rosanvallon ainsi que la collection de livres du même nom en coédition avec les éditions du Seuil. Proche de la revue Esprit dont il est brièvement membre du comité de rédaction, il est ensuite éditeur au Seuil avant de prendre la direction générale de cette maison, fonction qu'il occupe de 2008 à 2009. Le 18 décembre 2009, il démissionne de son poste de directeur général des éditions du Seuil et rejoint le magazine Alternatives Economiques comme directeur de rédaction puis comme président directeur général de la coopérative éditrice de ce même titre. Il est l'un des membres fondateurs de Terra Nova.



**Fabrice Pesin** est Secrétaire général adjoint de l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution). Ancien élève de l'École Polytechnique et de l'ENSAE, administrateur de l'INSEE, Fabrice Pesin a rejoint l'ACP en mars 2010 en tant que Secrétaire Général Adjoint. Depuis 2007, il était sous-directeur Assurances à la direction générale du Trésor. A ce titre, il était commissaire du gouvernement au sein du collège de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de Mutuelles (ACAM). Après avoir été conseiller financier à l'ambassade de France à Berlin de 2003 à 2004, il était revenu à la direction générale du Trésor, comme chef du bureau en charge de l'analyse et du conseil de politique économique dans le domaine fiscal.



**Dominique Plihon** est professeur à l'université Paris XIII. Se rattachant au courant théorique de l'école de la régulation, il dirige au sein du Centre d'économie de l'université de Paris Nord (CEPN) le pôle spécialisé en économie financière et publie régulièrement des articles dans l'hebdomadaire Politis. Il est membre du Conseil scientifique d'ATTAC et membre du CA des Économistes atterrés. Ses principaux sujets de recherche sont : Analyse des nouvelles formes d'intermédiation

financière, l'analyse de l'instabilité et de la régulation financières, l'analyse du capitalisme financier dans le contexte de l'économie du savoir et l'analyse des risques et des spreads sur les marchés financiers.



**Jean Quatremer**, né le 27 novembre 1957 à Nancy, est un journaliste français, spécialisé dans les questions européennes. Il travaille pour le quotidien français Libération depuis 1984.



**Xavier Ragot** est chercheur au CNRS et à l'École d'Économie de Paris. Il a été Conseiller Économique au Ministère du Redressement Productif, Économiste Senior à la Banque de France pendant, après avoir été chef-économiste à l'Agence de l'Innovation Industrielle. Ses recherches concernent le rôle des imperfections financières dans la dynamique économique ainsi que la dynamique économique européenne.



**Guillaume Roty** est ingénieur des Mines, diplômé de Sciences-Po Paris et de la School of International and Public Affairs de l'Université de Columbia, Guillaume Roty a débuté sa carrière chez McKinsey & Cie. Il rejoint la Commission européenne en 2009 à la Direction générale des Affaires économiques et financières. Jusqu'en 2013, coordinateur à la Direction générale de la Concurrence, il est aujourd'hui attaché gouvernance économique à la Commission européenne (représentation en France).



**Dominique Rousset** est journaliste économique, productrice et présentatrice de l'émission célèbre L'économie en questions, diffusée tous les samedi matin sur France Culture. Elle est aussi co-auteur de « Petits contes cruels sur la mondialisation » (Fayard, 2001), et « Entretiens d'un été, avec Régis Debray » (Edition Desclée de Brouwer, 2010).



**Christian Saint-Etienne** est Professeur titulaire de la Chaire Jean-Baptiste Say d'Économie industrielle au Conservatoire National des Arts et Métiers depuis septembre 2009. Il a enseigné à l'Université Paris-Dauphine de 1989 à

2009. Il traite notamment des questions monétaires et financières internationales, des politiques budgétaires et des questions industrielles (compétitivité socio-économique, investissements stratégiques, stratégie d'aménagement des territoires). Il a travaillé comme économiste au Fonds Monétaire International, à Washington, et à l'OCDE, à Paris. Christian Saint-Etienne est membre du Cercle des Économistes et de la Société d'Économie Politique. Il a été Président du jury de sortie de l'ENA, en économie, en février-mars 2006. Il a été membre de la Commission Université-Emploi en 2006 et membre du Conseil d'Analyse Économique de 2004 à 2012.



**Robert Salais** est un économiste français, ancien élève de l'École polytechnique (promotion X61) et de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE). Administrateur de l'INSEE, il a créé en 1997 avec Michel Margairaz et Denis Woronoff le laboratoire de recherches CNRS « Institutions et dynamiques historiques de l'économie ». Il est actuellement chercheur dans ce laboratoire à l'École normale supérieure de Cachan, ainsi qu'au Centre franco-allemand de recherches en sciences sociales Marc Bloch à Berlin. Il a coordonné ces dix dernières années plusieurs projets de recherche financés par l'Union européenne. Rassemblant de nombreux laboratoires en Europe, ces recherches ont été consacrées à l'approche par les capacités développée par Amartya Sen, Prix Nobel d'économie, et à ce qu'impliquerait sa mise en œuvre en Europe.



**Bernadette Segol**, à l'issue du 12<sup>e</sup> congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES), a été élue Secrétaire Générale de la Confédération. En 1985, à Bruxelles, elle prend la tête de la Fédération internationale des employés et cadres (Euro-FIET) avant d'être nommée en 2000, toujours à Bruxelles, leader d'UNI Europa (syndicats des services). Elle mène alors la fronde contre la directive Bolkestein et contribue à la mise en place des comités d'entreprise européens. Elle est également consultante sur les questions sociales (comparaison des systèmes de protection sociale, pauvreté, revenu minimum, activation des marchés du travail, Europe sociale) auprès de divers organismes, notamment : le Centre d'Études des Revenus et des Coûts (1985-86), le

Conseil de l'Europe (1988), le Commissariat Général du Plan (1988), la Commission des Communautés Européennes (1990 et 2001), le Bureau International du Travail (1981-1989-1992) et l'AISS (Association Internationale de Sécurité Sociale, Genève, depuis 1998).



**Jean-Pierre Sicard** dirigeait depuis début 2009 le département de la Caisse des Dépôts qui préfigurait CDC Climat, créée en 2010, avec pour mission d'impulser de nouveaux développements dans le secteur de l'économie du climat. Au sein de la Caisse des Dépôts, après plusieurs postes, Jean-Pierre Sicard, a mis en place la fonction de responsable de la veille stratégique du Groupe, de 1998 à 2001. Puis il a créé Novethic, centre d'information et de recherche sur l'ISR (Investissement Socialement Responsable) et la RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises), dont il est le Président. Il a été Directeur du développement durable de la Caisse des Dépôts de 2004 à 2009. Auparavant, il a fondé et dirigé une société de production audiovisuelle. Il a également été consultant puis directeur de département au Bipe, cabinet de conseil et d'études économiques. Jean-Pierre Sicard est docteur en économie. Au titre de CDC Climat, Jean-Pierre Sicard est vice-président de Metnext (fournisseur d'information climatique) et membre du board de BlueNext (bourse du carbone) et du Fonds Carbone Capital Maroc.



**David Spector** est chargé de recherches au CNRS, professeur associé à l'École d'Économie de Paris, et fondateur de MAPP, cabinet de conseil dans le domaine de l'économie de la concurrence. Ancien élève de l'ENS et agrégé de mathématiques, il a enseigné au département d'économie du Massachusetts Institute of Technology. Ses travaux portent sur l'économie de la concurrence et de la régulation, les concentrations, les abus de position dominante, et les aides d'État.



**Sabine Syfuss-Arnaud** est journaliste, Chef du service International de Challenges (depuis janvier 2009).



**Xavier Timbeau** est directeur du Département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (O.F.C.E.), centre de recherches en économie de Sciences-Po. Il travaille dans le domaine de l'analyse macroéconomique, de la prévision macroéconomique, de la modélisation économique et de l'économétrie appliquée. Parmi d'autres, ses sujets de recherche ont porté sur l'estimation du chômage d'équilibre et la prévision d'inflation. Il a également travaillé sur la question du retour au plein emploi, la croissance à moyen terme de l'économie française, le partage de la valeur ajoutée, le Pacte de stabilité européen et la fiscalité. Il a travaillé en tant que Rapporteur dans le cadre de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi. Membre du groupe technique de la commission des comptes de la Nation (représentant l'OFCE), depuis 1998. Membre du conseil scientifique du Crédoc. Il enseigne l'économie de l'environnement à Sciences-po Paris et à Supélec.



**Adrien de Tricornot** est journaliste au Monde Économie depuis septembre 2006, spécialisé sur les dossiers de macroéconomie et finance, Adrien de Tricornot a été correspondant du Monde à Francfort-sur-le-Main, en Allemagne (juillet 2003-août 2006), chargé de la couverture de la Banque centrale européenne (BCE) et de l'économie allemande. Il était auparavant au service entreprises-économie du Monde (janvier 2001-juillet 2003), rubrique marchés financiers. Il a également travaillé au magazine L'Expansion (mars 1995-décembre 2000), au Revenu Hebdo, (octobre 1993-février 1995), et a été journaliste indépendant pour Le nouvel Économiste, Épargne & Finance, etc. Il est diplômé de l'Institut français de presse et de l'Institut d'études politiques de Paris, section service public (1990). Il est le co-auteur de « inévitable protectionnisme », qu'il a écrit avec Franck Dedieu et Benjamin Masse-Stamberger, aux éditions Gallimard.



**Jean-Philippe Tropéano** a soutenu sa thèse à Paris 1 sur la localisation des firmes sous la direction d'Anne Perrot en 2000. Post doc au CORE (université catholique de Louvain la neuve). Maître de Conférences à Paris 1 de 2001 à 2006. Professeur d'économie à l'université de Grenoble de

2006 à 2009 et chercheur à l'INRA de 2006 à 2009. Professeur à Paris 1 depuis 2009. Responsable de la Microéconomie au Centre d'Économie de la Sorbonne de 2009 à 2013. Directeur du Magistère d'Économie depuis 2013. Membre associé de PSE depuis 2009. Travaux de recherche récents sur l'organisation optimale du contrôle des concentrations. Travaux annexes sur l'économie de l'expertise ou sur les droits de la propriété intellectuelle



**Henrik Uterwedde** est directeur adjoint du Deutsch-Französisches Institut (dfi) à Ludwigsburg. Président du conseil d'administration de l'Université pédagogique de Ludwigsburg. Il a fait des études de sciences politiques et d'économie à l'Université Libre de Berlin (1969-1973) et à l'Institut d'Études Politiques de Paris (1971-1972). Doctorat en sciences politiques. Professeur honoraire à l'Université de Stuttgart (sciences politiques). Habilitation et *venia legendi* à l'Université d'Osnabrück (professeur associé ; sciences politiques comparées). Champs de recherche : structures et politiques économiques en Europe.



**Natacha Valla** est directeur adjoint du CEPII et responsable du programme Macroéconomie et finance internationales. Titulaire d'un Ph.D de l'European University Institute, elle collabore également avec le CGSP sur les questions de politique européenne. Elle est Rédacteur en chef du CEPII Policy Brief. Natacha Valla est également membre du conseil de la SUERF – European Money and Finance Forum, de la Commission Economique de la Nation, du conseil d'administration de l' Association Française de Finance et de la Société d'Économie Politique. Natacha Valla a été Directeur exécutif chez Goldman Sachs de 2008 à 2013, après avoir été économiste à la BCE, puis à la Banque France. Elle a également été consultant pour le FMI et l'OCDE. Parallèlement elle a enseigné à HEC, l'IEP et l'université de Paris Dauphine. Elle a reçu le prix 2000 de la Society for Computational Economics.



**Laurent Vronski** est notamment diplômé d'un Bachelor of Science en mathématique et physique ainsi que d'un Bachelor of Arts en théologie (Y. University) obtenus en 1984. En 1986 il complète sa formation par un MBA en finance (U. of Chicago). Il débute cette même année comme consultant au bureau de Chicago du cabinet de conseil en stratégie The Mac Group (racheté depuis par Gemini Consulting). En 1989 il rentre en France pour reprendre la société Enve-Location (location de matériels pour le bâtiment) à Paris. C'est en 1994 qu'il reprend la société Ervor et crée, parallèlement, la société de prises de participation Investis.



**Etienne Wasmer** est un économiste et professeur français. Il est spécialisé dans l'économie du travail, la théorie de la prospection d'emploi, les discriminations et le capital humain. nommé en 2004, il reçoit le Prix du meilleur jeune économiste de France décerné par le journal Le Monde et le Cercle des économistes en 2006, prix partagé avec Thierry Mayer (Paris-I). Il enseigne la microéconomie et l'économie du travail à Sciences Po. En octobre 2007, il succède à Dominique Strauss-Kahn pour le cours d'introduction à l'économie de première année à Sciences Po, où il dirige aussi les études doctorales en économie à partir de 2008.



**Mechthild Wörsdörfer**, économiste de formation, est actuellement chef d'unité dans l'unité A1 (Politique énergétique et observatoire des marchés de l'électricité, du gaz, du charbon et du pétrole) dans la DG Energie de la Commission européenne. Elle notamment été en charge du suivi de la stratégie "Énergie 2020", la feuille de route 2050 sur l'énergie, la publication du rapport trimestrielle sur les marchés du gaz et de l'électricité et de la coordination des procédures d'infraction dans la DG. Avant de rejoindre la DG Energie en 2010, elle a poursuivi une longue carrière au sein de la DG Entreprise et Industrie comme chef de l'unité E4 (Politiques de développement des PME), s'occupant en particulier de la coordination et du développement de la politique pour la croissance et l'emploi dans les PME et de la préparation de la communication sur le « Small business Act » pour l'Europe.

# Partenaires

## Organisateur

---



## Haut-Patronage

---



## Patronage

---



## Grand mécène des Économiques et du Printemps de l'économie de Paris



**Le groupe Caisse des Dépôts est un groupe public, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique du pays.**

**Créateur de solutions durables, il invente en permanence de nouvelles manières d'appuyer les politiques publiques nationales et locales.**

**Une capacité à s'engager financièrement sur le long terme, unique en France**

C'est ce qui distingue le Groupe des autres acteurs de l'économie. La Caisse des Dépôts laisse ainsi le temps à l'innovation et à une croissance durable.

Le Groupe investit dans des projets au service du développement de tous les territoires, pour répondre aux besoins que le marché seul ne peut satisfaire. Un rôle reconnu par les forces politiques et économiques.

Cette identité est inscrite dans la loi de modernisation de l'économie (LME) : « La Caisse des Dépôts est un investisseur de long terme et contribue, dans le respect de ses intérêts patrimoniaux, au développement des entreprises ».

**Un savoir-faire reconnu**

Durant près de 200 ans, la Caisse des Dépôts n'a jamais failli à sa mission quelle que soit la conjoncture économique, grâce à des savoir-faire éprouvés :

- une excellente connaissance des enjeux locaux, du fait de sa présence et de sa proximité avec chacune des régions de France,
- une capacité à construire des liens entre le secteur public et le secteur privé, à créer des solutions innovantes qui répondent à des besoins collectifs.

**Une mixité public/privé**

Le Groupe se constitue de l'Etablissement public et de ses filiales. L'Etablissement public regroupe les activités opérationnelles (services bancaires, fonds d'épargne, retraites et solidarité, développement territorial...) et fonctionnelles (secrétariat général, communication...). Les filiales, quant à elles, exercent des activités de marché et en respectent strictement les règles. Elles contribuent à l'objet social du Groupe :

- directement par leurs activités : investissement dans les entreprises et les infrastructures, assurance de personnes, immobilier, services, environnement,
- indirectement : en contribuant au résultat de la Caisse des Dépôts qui emploie cette ressource pour financer ses missions d'intérêt général.

# Partenaires

## Mécènes des Économiques et du Printemps de l'économie de Paris

---



## Partenaires

---



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
MINISTÈRE DU COMMERCE  
ET DU TOURISME  
MINISTÈRE DE L'ARTISANAT,  
DU COMMERCE ET DU TOURISME



# Le Printemps de l'économie

ofce

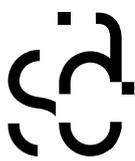
 conseil d'analyse  
économique

ozinfos

 FONDATION  
CROISSANCE  
RESPONSABLE  
INSTITUT DE FRANCE

terra nova  
LA FONDATION PROGRESSISTE

Dessine-moi l'éco

  
sydo

académie  
Paris **E**  
MINISTÈRE DE  
L'ÉDUCATION NATIONALE  
MINISTÈRE DE  
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE

 lafinancepourtous  
INSTITUT POUR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE DU PUBLIC

APSES

Le Monde

Challenge<sup>s</sup>

Alternatives  
Economiques

ESPRIT

france  
culture

SOUTENEZ NOUS !

DEVENEZ MEMBRE DES ECONOMIQUES



## Des Économiques lycéennes

Ouvrir l'école sur l'économie et tous ses acteurs sans exclusive.

Cinq conférences annuelles en direction des lycéens et étudiants, ouvertes au public.

Des ateliers de préparation aux questions en amont des conférences.

Des ateliers d'écriture d'articles de presse, en aval des conférences, dont certains publiés dans Challenges. Les jeunes participent de manière active à l'organisation des Économiques, et à la présentation des invités.

Un site internet dédié, avec réservation en ligne.

## Des Économiques citoyennes

Le Printemps de l'économie à Paris, en avril de chaque année.

Une semaine pour comprendre l'économie, débattre avec ses analystes et ses acteurs.

Des conférences, débats, tables-rondes en partenariat avec la presse nationale.

Une programmation qui essaie au mieux d'être respectueuse de la diversité des idées.

Nous avons besoin de vous si nous voulons que l'aventure continue !

-----  
Madame, Monsieur .....

Résidant à.....

..... rejoint

Les Économiques, association loi 1901.

membre adhérent (10 €)

membre bienfaiteur (20 € et plus)

membre donateur : .....(au-delà de 50 €)

Coupon à renvoyer, accompagné de votre chèque, au siège social :

Les Économiques, 210 rue du Faubourg Saint-Denis 75010 Paris.

MERCI DE VOTRE SOUTIEN.



Le Printemps de l'économie est organisé par

# Les ECONOMIQUES de TURGOT ECONOMIQUES

S  
O  
C  
I  
E  
T  
A  
L  
E

